



18-02- 2014

Cour des comptes : Une petite musique au service de l'austérité

La cour des comptes, présidée par le socialiste D. Migaud, dont il faut rappeler qu'il fut nommé par N. Sarkozy, vient de rendre son rapport annuel. Si cette cour est censée analyser les comptes de la Nation et évaluer en partie les politiques publiques, **elle joue surtout un rôle de défenseur acharné d'une politique d'austérité au service du grand capital.** Ainsi, alors que l'élagage des dépenses publiques s'amplifie et se traduit par des reculs dans les services publics et la protection sociale, la cour estime-t-elle que les « économies » sont insuffisantes. Cela donne une bénédiction au gouvernement qui, en plus du hold-up de 35 milliards sur les salaires avec le « pacte de responsabilité », entend diminuer de 50 milliards d'Euros en trois ans les dépenses de l'État. Cette affirmation d'une nécessaire austérité renforcée est reprise en boucle par tous les médias qui en font une « vérité » en s'abritant derrière la soi-disant impartialité de cette cour des comptes. C'est sans surprise que la même cour s'attaque aux « privilèges ». Bien entendu les exploiters capitalistes ne font pas partie de cette catégorie. Ils peuvent frauder le fisc, cela représente 95 milliards d'Euros par an, et bénéficier de plus de 200 milliards d'exonérations diverses, cela n'intéresse pas la cour. Ce qui intéresse la cour c'est le cheminot qui bénéficie d'avantages en nature par des réductions sur les transports qu'il fait fonctionner contre vent et marées, le salarié qui touche une prime au lieu de la juste et nécessaire augmentation de salaire que son patron lui refuse, parce que les primes cela coûte moins cher au patron et à l'État. Ainsi, Les salariés sont aux yeux des Messieurs et Dames de la cour les horribles privilégiés qui mettent en péril la compétitivité française. Tous ces arguments sont évidemment repris comme des armes de guerre par les patrons, l'État et les journalistes à leur service contre les salariés.

Hollande appelle à sévir contre les « tricheurs » qui pilleraient la sécu mais il ne dit pas un mot sur les dettes des entreprises (plus de 90 milliards d'Euros). Pépi le patron de la SNCF veut remettre en cause des avantages acquis par la lutte des cheminots. Les habitués des plateaux de télévision n'ont pas de mots assez durs pour fustiger les « privilèges » des salariés et exiger qu'ils rendent gorge. Partout, les entreprises licencient jetant à la rue des millions de salariés pendant que Montebourg s'en prend avec violence aux militants de la CGT qui « osent » se battre. Tout cela n'est que le reflet d'une lutte de classe intense ou la cour des comptes joue la petite musique du capital !